

# Régulation des services d'informatique en nuage (cloud) : faciliter le changement de fournisseurs de services cloud et la mise en œuvre d'architectures multi-cloud grâce à un nouvel encadrement tarifaire et technique

Consultation publique de l'Arcep du 14 octobre 2024 au 16 décembre 2024

Contribution de TDF

Le 16 décembre 2024



## Introduction

**Le 14 octobre dernier, l'Arcep a lancé une consultation publique concernant la régulation des services d'informatique en nuage.**

L'enjeu de cette consultation est d'interroger les parties prenantes sur la manière dont l'Arcep envisage de mettre en œuvre les volets relatifs au cloud de la loi pour Sécuriser et Réguler l'Espace Numérique (ci-après, « loi SREN »). Le constat des autorités publiques est en effet que le marché du cloud, qui est actuellement dominé par trois fournisseurs de service américains (Amazon Web Services, Microsoft Azure et Google Cloud Platform), est verrouillé du fait de difficultés techniques ou tarifaires liées au changement de fournisseur.

La loi SREN prévoit en conséquence, d'une part, une interdiction de facturer au-delà des coûts les frais de transferts de données (Article 27), et d'autre part, une obligation de conformité à des exigences essentielles en matière d'opérabilité, de portabilité et d'ouverture des interfaces de programmation d'applications (Articles 28).

Pour l'application de l'ensemble de ces règles, l'Arcep est investie d'un pouvoir d'enquête, de règlement des différends et de sanction (Article 30). Elle a donc lancé des travaux sur ces questions, dont elle souhaite, via la présente consultation, partager les résultats préliminaires. Concrètement :

- dans une première partie, l'Arcep rappelle le contexte dans lequel s'inscrivent ces questions ;
- dans une deuxième partie consacrée aux frais de transferts :
  - l'Arcep propose que le montant maximal de tarification soit égal à 0 € pour le transfert de données lié à un changement de fournisseurs ;
  - l'Arcep souhaite enrichir son analyse sur les coûts imputables aux transferts de données liés au multcloud et sur les coûts facturés dans le cadre d'un changement de fournisseur (pour les coûts autres que ceux liés au transfert de données) ;
- dans une troisième partie, l'Arcep souhaite partager sa compréhension des pratiques et outils susceptibles de faciliter la migration et le multcloud.

**TDF remercie l'Arcep pour ce document, très clair, qui offre aux parties prenantes la possibilité de s'exprimer sur les modalités de mise en œuvre de la loi SREN. C'est à double titre que TDF est intéressée par ces questions :**

- **d'une part, du fait de sa position historique d'opérateur d'infrastructures mutualisées** : TDF héberge des opérateurs de « cloud ». TDF a à cœur de fournir depuis plus de 10 ans un hébergement de proximité et performant permettant à tous les opérateurs, y compris les moins holistiques, de proposer des offres de qualité à leurs clients.
- **mais aussi, d'autre part, du fait de son possible développement sur le marché du cloud.** TDF propose en effet déjà des services cloud à certains de ses clients (notamment audiovisuels) et n'exclut pas, à terme, d'étoffer son offre notamment en matière d'IaaS (seul ou en partenariat).

**De manière générale, TDF est favorable à tout ce qui peut contribuer à favoriser la liberté de choix des utilisateurs finals de services cloud. A ce titre, elle soutient pour l'essentiel le résultat des analyses de l'Arcep. En particulier, TDF considère que :**

- la volonté de limiter les frais de transfert d'un opérateur de cloud à un autre est essentielle pour favoriser une concurrence saine dans l'écosystème ;

- la volonté de favoriser le multicloud est de nature à contribuer à l'amélioration du service pour les clients finaux. En effet, cela permet par exemple à de plus petits acteurs de proposer des services spécialisés (souveraineté, sécurité, proximité), sans imposer au client final de renoncer entièrement à certains des services les plus utilisés et qui sont notamment proposés par les GAFAM.

En revanche, TDF tient à attirer l'attention de l'Arcep sur la nécessité :

- **de tenir compte des conséquences de ses analyses sur l'ensemble de la chaîne de valeur.** En tant que fournisseur de colocation à des acteurs du cloud spécialisés et de proximité, TDF est indirectement concernée par les décisions prises par l'ARCEP en matière de cloud. TDF invite ainsi l'ARCEP à ne pas négliger l'impact que ses décisions peuvent également avoir sur les acteurs de la colocation, sachant que plus est que ces derniers gèrent des questions environnementales prégnantes (approvisionnement en énergie, réutilisation de la chaleur fatale, artificialisation des sols, etc.).
- **de ne pas tendre à une uniformisation des services proposés :** favoriser les petits acteurs de proximité, c'est aussi permettre une juste répartition des datacenters sur le territoire, avec des puissances souvent plus réduites, et *in fine* un développement plus éco-responsable de l'ensemble du paysage cloud à l'échelle nationale (proximité des utilisateurs, meilleure distribution des capacités en énergie, etc.). Or, les acteurs « locaux » de la colocation hébergent davantage les acteurs « de niche » sur le domaine du cloud. Aussi, s'il nous semble important de proposer des passerelles simples et peu coûteuses entre les services pour favoriser la parfaite concurrence, toute décision allant vers une trop importante standardisation des services nuirait, selon TDF, à la richesse du marché.
- **de veiller à ce que ses propositions ne pénalisent pas les acteurs de petite taille / les nouveaux entrants.** En effet, l'ARCEP indique vouloir favoriser le développement d'API permettant l'interopérabilité des services. TDF soutient tout à fait cette démarche. Pour autant, TDF invite l'ARCEP à vérifier que les coûts de développement et d'adaptation des systèmes actuels ne pénalisent pas les plus petits opérateurs de cloud ou les nouveaux entrants : il ne faudrait pas que les coûts de développement des systèmes d'interopérabilité (qui sont relativement fixes) constituent une barrière réglementaire disproportionnée pour ces acteurs.



TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.  
SIREN 342 404 399 RCS Nanterre  
**Siège Social**  
155 Bis, Avenue Pierre Brossolette  
92120 Montrouge  
France  
Tel : 33(0)1 55 95 10 00